

Les enjeux de la conférence de Paris pour la paix au Proche-Orient (15 janvier 2017)

Le Président de la République est intervenu lors de cette réunion, présidée par Jean-Marc Ayrault, ministre des Affaires étrangères et du Développement international, et qui a rassemblé plus de 70 pays ou organisations internationales.

Pourquoi avoir lancé une initiative pour la Paix au Proche-Orient ?

Parce que la situation en Israël et dans les Territoires palestiniens se dégrade en l'absence de perspective de négociations. Des menaces croissantes pèsent sur la solution des deux États, en particulier la poursuite de la colonisation, mais aussi les problèmes de sécurité auxquels les peuples de la région font face. Les crises qui embrasent le Proche et le Moyen-Orient (Syrie, Irak, Yémen par exemple) n'ont en rien diminué l'importance et le retentissement symbolique du conflit israélo-palestinien. Il est de notre responsabilité, non pas de négocier à la place des deux parties, ce qui n'est ni possible ni souhaitable, mais d'agir pour créer une dynamique politique favorable à de nouvelles négociations entre Israéliens et Palestiniens eux-mêmes.

Qui va participer à la réunion du 15 janvier à Paris ?

Cette réunion, ouverte et présidée par le ministre Jean-Marc Ayrault, avec une intervention du Président de la République, rassemblera de nombreux pays ou organisations internationales (70 environ), dont les principaux acteurs internationaux concernés : le Quartet (États-Unis, Union européenne, Russie, Nations-Unies), les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations-Unies, des partenaires arabes, européens, les pays du G20 et autres acteurs intéressés par la paix. Il s'agit d'une conférence internationale plus large en terme de participation que celle du 3 juin dernier. C'est le résultat de la dynamique que nous sommes parvenus à insuffler à notre initiative. Ce sera le rôle de la France de faire part à Israël et à l'Autorité palestinienne du message de la conférence.

Quelles sont les différences avec la réunion du 3 juin dernier ?

[Le 3 juin dernier](#) se sont retrouvés à Paris, à l'invitation de la France, 28 pays ou organisations internationales.

Cette réunion avait pour objectif d'envoyer le signal de la remobilisation de la communauté internationale en faveur de la paix entre Israéliens et Palestiniens, remettant à l'agenda diplomatique cette impérieuse nécessité.

Dans le sillage de la réunion du 3 juin, de nombreux développements sont intervenus : rapport du Quartet pour le Moyen-Orient, publié le 1er juillet 2016, initiatives russe et égyptienne, vote, le 23 décembre 2016, de la résolution 2334 qui comme l'a souligné Jean-Marc Ayrault « rappelle l'importance de la solution des deux États, Israël et la Palestine, vivant en paix et en sécurité ». Par ailleurs, les travaux sur les incitations annoncés le 3 juin ont avancé dans les trois domaines suivants :

- société civile ;
- incitations économiques ;
- consolidation du futur État palestinien.

A-t-on vraiment l'espoir d'aboutir à un résultat ?

Chacun est bien conscient des difficultés face à un conflit qui dure depuis plusieurs décennies. Mais il n'est pas possible de rester spectateur d'une situation bloquée qui crée désespoir et insécurité. Notre objectif reste de mobiliser l'ensemble de la communauté internationale pour qu'elle s'engage en faveur d'une relance du processus de paix.

Cela passe d'abord par une réaffirmation collective de notre attachement à la solution des deux États, qui est la seule à même de permettre une résolution juste et durable du conflit.

Il faut aussi rendre la paix à nouveau attractive, en rassemblant les contributions concrètes que tous les partenaires internationaux sont prêts à apporter. Ces contributions seront au cœur de la conférence du 15 janvier grâce à la restitution des groupes de travail lancé à l'été 2016.

Suivez en direct la Conférence pour la paix au Proche-Orient

[Conférence de Paris pour la paix au Proche-Orient - La journée en direct](#)

Voir aussi :



Entretiens vidéo avec Pierre Vimont, Hélène Le Gal et Pierre Cochard

Pierre Vimont, Ambassadeur de France, envoyé spécial du ministre des Affaires étrangères chargé de la conférence.

Hélène Le Gal, ambassadrice de France à Tel Aviv.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/israel-territoires-palestiniens/processus-de-paix/initiative-pour-la-paix-au-proche-orient/article/les-enjeux-de-la-conference-de-paris-pour-la-paix-au-proche-orient-15-01-17>